



## Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

## **Attractivité - Cité intelligente - Partenariat avec le Laboratoire UMR CNRS - Université de Montpellier "Dynamiques du droit" - Autorisation de signature**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

La Cité intelligente, attentive aux évolutions sociétales très rapides, constitue la stratégie d'innovation numérique, globale et multisectorielle du territoire qui concilie les aspects sociaux, environnementaux et économiques. La démarche Cité intelligente, inclusive, éthique et citoyenne, vise à imaginer de nouveaux services urbains et des dispositifs numériques répondant aux enjeux sociétaux contemporains.

Elle touche toutes les politiques publiques et s'articule autour de 3 objectifs :

- Soutenir la transition écologique climatique ;
- Soutenir le développement économique ;
- Développer la ville inclusive et solidaire.

La démarche globale de la Cité intelligente comprend :

- le développement de la citoyenneté numérique ;
- le développement d'applications et services urbains innovants ;
- un processus d'open innovation associant les centres de recherche, les grands groupes et les PME/spart up ;
- un socle numérique, en particulier une plateforme pour la centralisation, l'optimisation et la mise à disposition des données urbaines ;
- une politique publique structurée de la donnée urbaine, dans une volonté à la fois de levier économique, mais aussi de transparence et de modernisation de l'action publique ;
- une vision prospective sur les enjeux du droit dans le champ du numérique.

L'apport du droit et des sciences humaines est essentiel dans l'analyse des usages, l'acceptabilité sociale et les libertés individuelles. Les conditions d'agir évoluent rapidement dans un écosystème d'acteurs comme les GAFAM dont l'activité modifie en profondeur la configuration des territoires et des politiques publiques. Il faut savoir composer avec ces nouveaux acteurs du numérique, dont l'activité impacte directement la configuration et la vie des territoires.

Aussi, la mutation vers une société et une économie fondées sur les données a de multiples incidences sur le droit et son application, incidences que l'on perçoit très nettement dans le champ des collectivités.

Dans cet objectif, il est donc proposé de développer un partenariat stratégique avec le laboratoire de recherche « Dynamiques du droit ».

Le laboratoire « Dynamiques du droit » est une Unité Mixte de Recherche du CNRS et de l'Université de Montpellier qui interroge la question des rapports entre innovation, numérique et droit, notamment l'étude des ruptures générées par le numérique dans nos modèles juridiques, ainsi que de l'adaptation du droit aux innovations.

Ce laboratoire est membre du l'Institut Scientifique des Données de Montpellier (ISDM) au sein de l'Université de Montpellier qui a pour objectif de structurer le paysage de la science des données. En effet, la croissance importante du volume de données collectées, la fiabilité de cette donnée, le besoin de l'historiser et de pouvoir s'y référer dans le temps, les évolutions de la législation notamment avec le RGPD ainsi que les données de santé et les besoins de croisements entre données hétérogènes demandent de nouvelles compétences, et amènent de nouveaux défis.

Grâce au partenariat avec ce laboratoire, la Métropole pourra bénéficier :

- des recherches sur la data, en lien avec l'ISDM ;
- dans le champ de l'innovation, d'une expertise sur les manières d'agir avec les acteurs du territoire ;
- de l'expertise acquise d'un doctorant sur les places de marché en ligne, ou marketplaces, qui fonctionnent grâce à un système d'intelligence artificielle (IA) dans le cadre d'un travail de recherche inscrit dans le programme des Contrats doctoraux en intelligence artificielle, le projet AXIAUM – Intelligence artificielle en Santé et Environnement de l'ISDM et de l'Agence Nationale de la Recherche ;
- former des étudiants à Montpellier sur ces sujets aux enjeux très sociétaux.

Montpellier Méditerranée Métropole apportera un co-financement à hauteur de 63 131,31 € sur 3 ans, correspondant à 50 % du coût d'une thèse en complément de l'apport de l'Agence Nationale de la Recherche dans le cadre d'un contrat doctoral en intelligence artificielle en santé et environnement du projet AXIAUM avec l'Institut Scientifique des Données de Montpellier (ISDM).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le partenariat avec le laboratoire Dynamiques du droit ;
- D'approuver la convention de subvention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le laboratoire Dynamiques du Droit, Unité Mixte de recherche de l'université de Montpellier et CNRS ;
- D'autoriser le versement d'une subvention de 63 131,31 € au laboratoire Dynamiques du Droit de l'université de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161474-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- SUB co-financement de thèse 3M UM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.